

www.undprcc.lk/aphdr2006

Sous embargo jusqu'au 29 juin 2006, à 8h00 temps universel (15h00 au Cambodge, soit GMT+7),

Un plan d'action audacieux pour le commerce à visage humain en Asie-Pacifique

Le nouveau rapport du PNUD montre qu'en Asie, la libéralisation des échanges ne crée pas assez d'emplois pour les populations pauvres

PHNOM PENH, Cambodge, le 29 juin 2006 – Les pays en développement d'Asie et du Pacifique ont besoin d'adopter une nouvelle politique nationale audacieuse afin de pouvoir profiter des bienfaits du libre-échange, et les économies industrialisées doivent appuyer l'adoption de règles commerciales plus équitables, donnant aux pays pauvres une chance d'être compétitifs sur le marché mondial, affirme un rapport détaillé sur les défis du commerce mondial lancé aujourd'hui par le Programme des Nations Unies pour le développement.

Le Rapport du PNUD 2006 sur le développement humain en Asie-Pacifique, intitulé *Trade on Human Terms: Transforming Trade for Human Development in Asia and the Pacific*, expose un ambitieux plan d'action en huit points, défini pour que chaque pays puisse davantage mettre le commerce au service des pauvres. Il recommande de donner la priorité aux investissements propices à la compétitivité, à une politique commerciale stratégique, au recentrage sur l'agriculture et le développement rural et aux stratégies de lutte contre la croissance « sans emplois ».

« *Trade on Human Terms* est lancé à un moment crucial, car le cycle de développement de Doha doit s'achever dans quelques mois, fait observer Kemal Dervis, Administrateur du PNUD. Nous sommes à mi-parcours du Programme d'action décennal pour les pays les moins avancés, adopté à Bruxelles, et disposons de moins d'une décennie pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement ».

Ce rapport, le premier d'une nouvelle série annuelle s'intéressant aux aspects déterminants du développement dans cette région, exhorte à l'élaboration de nouveaux régimes fiscaux, au maintien de taux de change stables et réalistes et au renforcement de la coopération régionale.

L'Asie-Pacifique a accumulé de très abondantes réserves de change, représentant aujourd'hui près de 1 800 milliards de dollars, qu'elle n'utilise pas encore et qu'elle pourrait regrouper pour financer, d'une part, des mécanismes visant à atténuer les effets du choc pétrolier actuel sur les pays pauvres et, d'autre part, des investissements dans les services publics essentiels et l'infrastructure régionale, affirme le Rapport.

« « L'Asie et le Pacifique profitent de la mondialisation, mais la mondialisation ne peut profiter aux pauvres de la région si les États n'agissent pas de manière résolue », a affirmé Hafiz A. Pasha, Secrétaire Général adjoint des Nations Unies et Directeur du

Bureau régional du PNUD pour l'Asie et le Pacifique, qui a lancé le Rapport lors d'une cérémonie organisée ici aujourd'hui en présence du le Premier ministre, M. Hun Sen.

Le rapport note que l'ouverture de l'Asie au marché mondial a entraîné une croissance économique record et fait reculer la pauvreté monétaire dans une grande partie de la région. L'Asie, qui fabrique à la fois des marchandises à forte intensité de main-d'œuvre et des produits de haute technologie, est devenue « l'usine de la planète ». Les économies du « miracle » est-asiatique recourent au commerce pour stimuler leurs exportations et accélérer leurs avancées dans d'autres domaines, tels que l'éducation, la santé et l'égalité entre hommes et femmes.

Croissance régionale

	Croissance du PIB (moyenne annuelle en %)		Taux de croissance annuel du PIB par habitant (%)
	1980-1990	1990-2003	1990-2002
Asie de l'Est et Pacifique	7,90	7,60	5,4
Asie du Sud	5,50	5,40	3,2
Europe et Asie centrale		0,60	-0,9
Amérique latine et Caraïbes	1,50	2,70	1,3
Proche-Orient et Afrique du Nord	1,30	3,20	-
Afrique subsaharienne	1,70	2,80	-

Sources : Banque mondiale, 2005a ; FMI, 2004.

Pourtant, dans le même temps, les échanges contribuent à aggraver les inégalités, non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur d'un même pays. Et certaines des économies les plus ouvertes de la région, en particulier les plus prospères d'Asie de l'Est, sont aux prises avec une « croissance sans emplois », puisque les créations d'emplois sont loin de suivre le rythme d'accroissement de la population active. Ce sont les travailleurs qualifiés et bien rémunérés, plus que ceux sans qualifications, qui tirent parti des bienfaits du libre-échange, montre le Rapport, tandis que la concurrence de la Chine et la levée des quotas d'importation mondiaux dégradent les opportunités d'emplois et les conditions de travail pour les femmes dans le secteur du textile et de l'habillement.

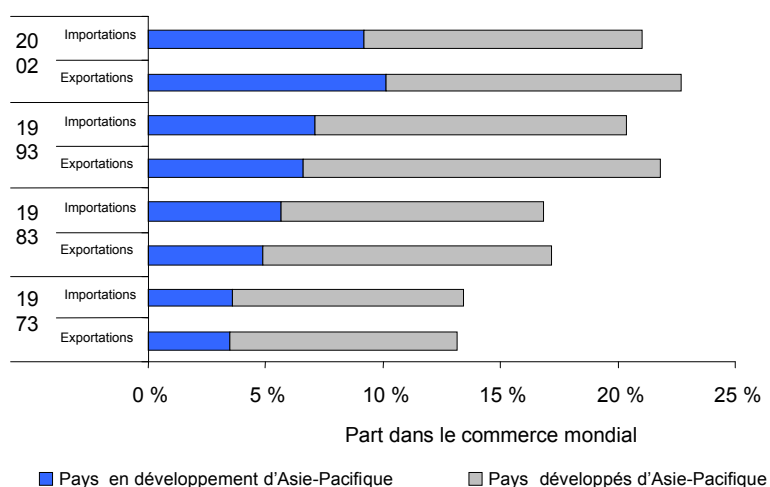
Autres grands constats

Ce Rapport dresse aussi les constats suivants :

- La sphère des échanges mondiaux ne cesse de s'élargir, et intègre de plus en plus de services. Les opportunités de sortir de la pauvreté se multiplient grâce à la possibilité de migrer temporairement, à l'externalisation des activités et au tourisme.

- La récente levée des quotas sur les exportations de textile et d'habillement est globalement bénéfique à la région, mais c'est la Chine qui accapare la majeure partie de ces avantages
- Les barrières commerciales, les subventions, les distorsions des prix et la négligence des pouvoirs publics empêchent l'agriculture de se développer, et l'Asie-Pacifique est devenue importateur net de produits agricoles, ce qui porte atteinte à sa sécurité alimentaire et aggrave la pauvreté de ses populations rurales.
- Une ouverture aux échanges sélective et bien planifiée dans le temps est essentielle pour une bonne gestion de la mondialisation.
- « Commerce et développement humain entretiennent une relation bilatérale, observe Minh H. Pham, Directeur régional du Centre régional du PNUD à Colombo. Globalement, ces pays seront gagnants ou perdants suivant leur situation sanitaire, le niveau d'instruction de leur population ou encore le degré de développement de leur infrastructure, qui sont quelques-uns des moteurs d'une croissance plus équilibrée ». Ainsi, les économies du miracle asiatique avaient préalablement fait des progrès sur le plan du développement humain qui ont amélioré leur capacité à tirer parti des opportunités commerciales. »

Part de la région Asie-Pacifique dans les échanges mondiaux, 1973-2000 (%)



Source : OMC, 2005.

Obstacles à la compétitivité de nombreux pays

Certains pays d'Asie-Pacifique, et particulièrement les 14 pays les moins avancés (PMA)¹, ainsi que les pays des îles du Pacifique, souffrent de ne pas bénéficier concrètement des répercussions positives du commerce sur le développement humain.

¹ Les 14 PMA d'Asie-Pacifique constituent un groupe de pays divers, dont quatre pays enclavés et sept États insulaires en développement. Il s'agit de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, de Kiribati, des Maldives, du Myanmar, du Népal, de la République démocratique populaire lao, des îles Samoa, des îles Salomon, du Timor-Leste, de Tuvalu et de Vanuatu. Presque tous les autres PMA sont situés en Afrique.

Ces pays se sont lancés avec enthousiasme dans la mondialisation, mais se heurtent à des conditions difficiles pour entrer dans l'Organisation mondiale du Commerce. « En raison de la dictature des moyennes, les performances relativement médiocres de ces PMA passent presque inaperçues », a déclaré Anuradha K. Rajivan, responsable de l'équipe internationale qui a rédigé le Rapport pour le PNUD à Colombo.

De plus, ces pays sont submergés par les exportations chinoises et leur compétitivité est anéantie, alors que leurs propres produits ne remportent guère de succès sur le plus grand marché de la région.

Ce Rapport, qui, selon M. Pasha, est « rédigé par et pour les habitants de l'Asie-Pacifique », est le fruit d'un processus de consultation poussé de centaines d'experts venant d'horizons divers : universitaires, fonctionnaires, représentants des organisations non gouvernementales, de la société civile et du secteur privé.

Principales recommandations

Le Rapport 2006 sur le développement humain en Asie-Pacifique formule huit grandes recommandations :

1. Investir pour accroître la compétitivité, notamment dans l'enseignement technique ou tertiaire, ainsi que dans la recherche-développement, en particulier au profit de l'agriculture et de l'infrastructure liée au commerce.

2. Adopter des politiques commerciales et industrielles stratégiques, en prenant garde à ne pas libéraliser trop tôt et en introduisant des droits de douane selon un calendrier bien défini.

3. Se recentrer sur l'agriculture, en mettant l'accent sur l'investissement dans le développement rural, en maintenant des droits de douane sur les importations de denrées alimentaires et en obtenant, dans le cadre des négociations mondiales sur les échanges, l'instauration de mécanismes de sauvegarde spéciale.

4. Lutter contre la « croissance sans emplois », en réajustant les taux d'intérêt, en supprimant progressivement les incitations budgétaires qui gonflent artificiellement la rentabilité du capital et qui compriment le taux d'utilisation de la main-d'œuvre, ainsi qu'en adoptant des politiques qui encouragent la flexibilité et la reconversion des travailleurs.

5. Élaborer un nouveau régime fiscal, en veillant à ce qu'il soit équitable et à ce qu'il protège les populations pauvres, et mettre en place un impôt sur le revenu qui freine la fraude fiscale, tout en explorant de nouveaux axes prometteurs, tels que l'immobilier, les plus-values et la taxe sur la valeur ajoutée, afin de compenser le recul des recettes induit par la libéralisation des échanges.

6. Maintenir des taux de change stables, en pratiquant une gestion réaliste, qui ne conduise pas à une appréciation ou à une dépréciation excessive des monnaies, et qui maintienne une stabilité réelle.

7. Poursuivre sur la voie du multilatéralisme, pour un développement humain plus durable, en instaurant des relations plus lentement, mais de manière plus constructive,

dans le cadre du régime d'échanges mondial, plutôt qu'en cherchant à passer des accords fortement déséquilibrés avec les pays riches.

8. Promouvoir la coopération régionale, en renforçant les accords d'échanges régionaux, en mettant en commun les réserves de change et en développant un marché obligataire asiatique.

* * * * *

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement, et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leur vie. Le Centre régional du PNUD à Colombo a été ouvert en janvier 2005. Cette plate-forme centralise les connaissances et le savoir-faire dans le domaine du développement des pays d'Asie-Pacifique. Ce centre propose des conseils et des services de renforcement des capacités pour la lutte contre la pauvreté et la problématique VIH-sida et développement, qui ont l'égalité entre hommes et femmes pour axe commun. Le Rapport annuel sur le développement humain en Asie-Pacifique est destiné à offrir à la région un nouvel espace pour un dialogue approfondi et un débat constructif qui appuieront un programme d'action en faveur des pauvres.

• * * * * *

Pour de plus amples informations, vous pouvez contacter :

En Asie :

Kay Kirby Dorji, Centre régional du UNDP à Colombo ; kay.kirby@undp.org ; (94-11) 452-6400, poste 245 ; téléphone portable : (94-77) 317 8556

Cherie Hart, Centre régional du PNUD à Bangkok ; cherie.hart@undp.or.th ; (66-2) 288-2133 ; téléphone portable : (66-1) 918 1564

Surekha Subarwal, PNUD New Delhi ; surekha.subarwal@undp.org ; (91-11) 2462 8877, poste 346

À Londres :

Chandrika Deshpande, Bureau de la communication du PNUD à Londres ; chandrika.deshpande@undp.org ; (44-20) 7396 5338, (44-9) 5746 0246

À Genève :

Jean Fabre, Bureau de la communication du PNUD à Genève ; jean.fabre@undp.org ; (41-22) 917 8541

À New York :

Roshni Abayasekara-Karwal, Bureau de la communication du PNUD à New York ; roshni.karwal@undp.org ; téléphone : (1-212) 906 5355, (1-646) 675 25 23